

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 12 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23 novembre 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENGIE GREEN GRAZAS

215 rue Samuel Morse
Le Triade 2
34000 Montpellier

Références : UID11/66-C3-2024-130
Code AIOT : 0003700924

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 novembre 2023 dans l'établissement de la société ENGIE GREEN GRAZAS implanté lieu-dit « Grazas » à Villedaigne (11200). L'inspection a été annoncée le 14 novembre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENGIE GREEN GRAZAS
- Grazas 11200 Villedaigne
- Code AIOT : 0003700924
- Régime : Autorisation

Installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (Parc éolien de 5 aérogénérateurs d'une puissance totale de 11,75 MW) en construction.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Visite du parc,
- Respect de l'arrêté n° DREAL-UID-2020-63 du 23 octobre 2020, notamment les articles II-3, II-4, II-5-1 et II-5-2.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Généralités	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	Sans objet
4	Paysage	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-3	Sans objet
5	Construction	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4	Sans objet
6	Construction	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4	Sans objet
8	Construction	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4	Sans objet
9	Construction	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4	Sans objet
10	Construction	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4	Sans objet
11	Construction	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4	Sans objet
12	Construction	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4	Sans objet
14	Construction	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4	Sans objet
16	Construction	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4	Sans objet
17	Construction	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4	Sans objet
18	Construction	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-5-1	Sans objet
19	Construction	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-5-2	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Généralités	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	Sans objet
3	Paysage	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-3	Sans objet
7	Construction	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4	Sans objet
13	Construction	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4	Sans objet
15	Construction	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas certaines dispositions réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
Thème(s) : Autre, OREOL
Prescription contrôlée : I. - Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.
Constats : L'exploitant a déclaré les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison, sur le site internet OREOL.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
Thème(s) : Autre, OREOL
Prescription contrôlée : II. - A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes : - le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale prévue par l'article R. 181-12 du code de l'environnement ; - le dépôt d'un dossier au préfet pour le renouvellement de l'installation ; - la déclaration d'ouverture du chantier de construction d'un ou plusieurs aérogénérateurs y compris, le cas échéant, pour le renouvellement de l'installation ; - la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ; - le démarrage du chantier de démantèlement de l'installation ; - la scission d'un parc éolien en plusieurs parcs. Lorsque l'étape correspondante a déjà été réalisée à la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration est réalisée dans les six mois après cette publication.
Constats :

L'exploitant a déclaré des dates qui correspondent au projet de renouvellement de 2022 dans la partie « dates clefs ». Or, les dates devant être déclarées sont celles du projet initial déposé en 2016.

Les dates du renouvellement de 2022 doivent être déclarées via l'onglet « action supplémentaire » symbolisé par 3 barres horizontales.

L'exploitant doit mettre à jour sa déclaration et en informer le service de l'inspection.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-3

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures spécifiques liées à la préservation du paysage

Prescription contrôlée :

L'ensemble du réseau électrique lié au parc éolien est enterré.

Constats :

Lors de la visite, les réseaux étaient réalisés et étaient bien enterrés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-3

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures spécifiques liées à la préservation du paysage

Prescription contrôlée :

Le poste de livraison est réalisé selon les prescriptions suivantes :

- Alignement du poste de livraison sur le chemin créé,
- Réduction de la plateforme d'installation du poste de livraison à l'emprise du poste lui-même, sans débordement
- Traitement architectural contemporain du poste par bardage métallique ou béton matricé et toit plat, soumis à validation préalable de l'UDAP.
- Accompagnement des abords de l'édicule par des plantations de bouquets d'arbres et arbustes (en dehors des réseaux enterrés). La palette végétale sera rustique et locale ; figuier et amandier en demi-tige ou tige 10/12, aubépine (*crataegus monogyna*) en tige 12/14, arbustes en C5 60/80 : prunelier (*Prunus spinosa*), cornouiller sauvage (*cornus mas*), fusain d'Europe (*Euonymus europaeus*), cade (*Juniperus oxycedrus*), Nerprun (*Rhamnus alaternus*), filaire (*Phyllirea latifolia*), à compter pour une dizaine d'arbres et une trentaine d'arbustes en répartition aléatoire par "poquet" (groupé). Le dossier de consultation des entreprises (DCE) et le suivi de chantier sont à réaliser par un paysagiste concepteur. Les travaux de création dans les règles de l'art (fosse de plantation, apport d'engrais, tuteurage pour les arbres, plombage ...) seront suivi d'au moins 3 ans

de travaux de parachèvement prévoyant un arrosage à la manche autant que de besoin pour garantir la reprise des végétaux. En l'absence de reprise, les végétaux constatés morts seront à remplacer dans les mêmes forces, conditions de plantation et de suivi.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a informé le service de l'inspection que le poste de livraison était commandé et devrait être livré courant février. L'exploitant a fourni l'échange de courriel avec l'UDAP validant le traitement architectural du poste de livraison.</p> <p>L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection les justificatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de l'implantation du poste dans l'alignement du chemin créé, • du respect des dispositions concernant l'accompagnement des abords de l'édicule, et notamment du suivi du chantier par un paysagiste concepteur. <p>Concernant les plantations, l'inspection des installations classées a informé l'exploitant que les espèces utilisées doivent être adaptées, notamment des espèces à faible demande en eau.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Construction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures spécifiques liées à la phase travaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour éviter notamment de perturber la période de reproduction et de nidification des espèces animales présentes, les travaux de construction ou de déconstruction des aérogénérateurs ne doivent pas débuter pendant les périodes prévues à l'article IV.2 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a informé l'inspection du respect de la période autorisée pour les travaux de construction. Il doit transmettre au service de l'inspection des installations classées les documents le justifiant, notamment les comptes-rendus de l'écologue et le planning réel des travaux.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Construction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures spécifiques liées à la phase travaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un suivi environnemental du chantier sera réalisé par un ingénieur écologue. Son rôle consistera à s'assurer du respect de l'ensemble des préconisations figurant dans l'étude d'impact sur</p>

l'environnement et dans le cahier des charges environnemental. Il conseillera et assistera le maître d'œuvre d'un point de vue technique pour la mise en place des mesures d'évitement et de réduction, notamment celles concernant les habitats naturels, la flore et la faune.
Constats : L'exploitant a missionné le bureau d'études Altifaune pour le suivi. Il doit transmettre au service de l'inspection des installations classées le cahier des charges environnemental. Par ailleurs, les comptes-rendus de l'écologue doivent aussi être transmis. Enfin, les comptes-rendus doivent explicitement mentionner les compétences des intervenants (CV par exemple).
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : Construction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures spécifiques liées à la phase travaux
Prescription contrôlée : Un rapport de suivi de la réalisation de l'ensemble du chantier (éoliennes et raccordement) établi par le bureau d'études désigné est transmis à l'inspection des installations classées en fin de travaux. Ce document justifie la conformité des travaux au cahier des charges, à l'étude d'impacts (mesures proposées...), au présent arrêté préfectoral et à la réglementation en vigueur pour les différentes étapes du chantier de démantèlement ou de construction du parc éolien.
Constats : L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant cette obligation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Construction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures spécifiques liées à la phase travaux
Prescription contrôlée : La mise en place du chantier de construction prévoira de suivre les recommandations des chartes de «chantier propre » ou des labels « Haute Qualité Environnementale ».
Constats : L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées les justificatifs du respect de cette prescription.

Il est à noter que le chantier était propre et correctement tenu.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 9 : Construction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures spécifiques liées à la phase travaux

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour réduire l'impact du chantier sur l'environnement (cf. notamment cahier des charges) et met notamment en œuvre les mesures d'évitement, de réduction, de compensation voire d'accompagnement prévues pour les phases chantiers indiquées dans l'étude d'impacts. Pour cela, il tiendra à disposition de la DREAL Occitanie, avant le démarrage des travaux, le plan d'assurance environnement qui devra décrire notamment :

- l'organisation générale du chantier,
- les points critiques pour l'environnement du chantier,
- les moyens de lutte contre la pollution,
- le schéma d'intervention et de moyens déployés en cas de pollution accidentelle,
- le plan de circulation des engins,
- la gestion et le suivi de l'élimination des déchets relatifs au chantier (élimination via les filières dédiées autorisées...),
- les moyens de lutte contre les espèces envahissantes pendant et en fin de chantier par procédé non phytosanitaire,
- la sensibilisation, la formation, le contrôle interne, la remise en état du site avec la terre végétale récupérée...).

L'exploitant impose aux prestataires de travaux et à ses équipes le respect strict des balisages qui doivent être robustes. Ce plan doit permettre la mise en défens de tous les milieux naturels et espèces protégées non concernés par les emprises des travaux.

Constats :

L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection le plan d'assurance environnement et tous justificatifs pertinents du respect de cette prescription.

Il est à noter que lors de la visite, il a été constaté que les enclos à chevaux avaient bien été balisés et que les bâches empêchant les amphibiens de venir sur le chantier étaient en place.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 10 : Construction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures spécifiques liées à la phase travaux

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires (balisage robuste, sensibilisation, formation,

contrôle...) pour s'assurer que les engins de travaux ne stationnent et ne circulent pas en dehors de ces emprises et des voies ouvertes à la circulation publique. Le balisage de l'emprise du chantier sera effectué par un écologue durant toute la phase de chantier et durant les périodes de démontage en cas d'arrêt définitif ou partiel du parc.

Les lieux de travaux tels que notamment le stockage de matériel, le dépôt des matériaux et les tracés des chemins d'accès (élargissement, création) pour lesquels il est nécessaire de minimiser les surfaces décapées sont repérés avec l'aide d'un naturaliste. Un balisage préventif sera réalisé par le naturaliste pour spécifier les zones de non circulation absolue des engins et de permettre ainsi de bien limiter la zone de travaux.

Les prestataires de travaux et les équipes de l'entreprise doivent être responsabilisés au strict respect des balisages.

Constats :

Pour répondre aux deux premiers alinéas, l'exploitant a mentionné que l'ensemble des informations se trouvent dans les comptes-rendus de l'écologue, le bureau d'études Altifaune. L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection les comptes-rendus de l'écologue.

Les prestataires de travaux et les équipes de l'entreprise sont responsabilisés au respect des balisages via l'accueil chantier et des réunions préparatoires réalisées avec l'écologue.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 11 : Construction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures spécifiques liées à la phase travaux

Prescription contrôlée :

Ces mesures seront complétées par une étude préalable aux travaux et faisant suite à l'étude de sol afin d'étudier les possibilités de stockage, de réutilisation... de la terre végétale.

Des dispositions appropriées (cahier des charges avec étude environnementale préalable) seront mises en place pour les dépôts de déblais-remblais. De plus, pour limiter les risques d'altération des qualités agro-pédologiques des sols, des mesures de prévention seront prises, telles que :

- décapage de la terre de façon sélective en évitant le mélange avec les couches stériles sous-jacentes,
- stockage temporaire de la terre végétale, sur une zone à l'écart des passages d'engins (pour éviter les tassements).

Les éventuels volumes de terre végétale non réutilisés seront évacués vers un centre de stockage dûment autorisé

Le terrassement des tranchées pour les liaisons électriques enterrées se fera selon les étapes suivantes :

- décapage et mise en dépôt de la terre végétale,
- remblayage et compactage des tranchées avec les matériaux extraits,
- épandage sans bourrelet de la terre végétale,
- évacuation des matériaux en excès.

<p>La terre végétale décapée lors des travaux d'aménagement du parc éolien sera utilisée pour recouvrir les emprises temporaires, les fondations des éoliennes, et les tranchées de raccordement au réseau électrique. Il faudra éviter son altération durant la phase des travaux car elle servira également pour la remise en état du site à la fin des travaux. La terre végétale issue des déblaiements sera stockée séparément des autres éléments décapés sur des zones non exploitées du site (en dehors des zones de passage d'engins) en évitant de la mélanger avec les stériles sous-jacents.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection les justificatifs de ces dispositions.</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection que l'ensemble des terres serait réutilisé sur site.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 12 : Construction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mesures spécifiques liées à la phase travaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les fossés seront enherbés dès la fin des travaux, pour réduire les vitesses de ruissellement et filtrer les eaux. Les abords des plateformes seront partiellement revégétalisés comme pour leur usage initial.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que ces informations se trouvent dans les comptes-rendus de l'écologue qui doivent être transmis au service de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 13 : Construction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mesures spécifiques liées à la phase travaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin d'éviter le tassement du sol, les engins de chantier et les camions de transport ne circuleront pas sur des sols en place mais uniquement sur les chemins d'accès et les zones spécialement aménagées (aires de levage,...). Le sol sera éventuellement décompacté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a établi un plan de circulation. Par ailleurs, lors de la formation accueil chantier, les</p>

prestataires et intervenants sont sensibilisés sur ce point.

Lors de la visite, il a pu être constaté la présence de pistes compactées et des zones aménagées et qu'aucun véhicule ne circulait ou n'était garé en dehors des pistes et zones dédiées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Construction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures spécifiques liées à la phase travaux

Prescription contrôlée :

Des mesures de prévention sont prises pour réduire les risques potentiels de pollution des eaux, notamment des eaux souterraines :

- utilisation d'engins de chantier et de camions aux normes en vigueur et vérification régulière du matériel,
- entretien des véhicules réalisé sur une aire de rétention étanche installée sur le chantier ou en atelier à l'extérieur,
- stockage des produits potentiellement polluants sur rétention conformément à la réglementation,
- stockage des déchets de chantier potentiellement polluants sur rétention et évacuation dans des filières dûment autorisées.
- mise en forme de la chaussée, des voies d'accès réaménagées et créées, ainsi que des plates-formes, afin de présenter une faible pente opposée au sens d'écoulement naturel des eaux et de créer ainsi un léger merlon en point haut,
- interdiction durant les travaux de créer des tranchées dans les fondations de la plate-forme permettant les écoulements de laitance de béton dans l'environnement proche,
- création de fossés enherbés le long de la piste d'accès et du côté le plus bas de la voie créée,
- installation si nécessaire d'un ou des bassin(s) de décantation et de traitement des eaux au point bas de chaque côté du cours d'eau avant rejet dans le milieu naturel. Ces bassins supprimés en fin de chantier (remplissage de terre végétale ou autre remblai) permettront d'éviter le rejet dans le ruisseau de fines transportées par les camions.

Constats :

L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection les justificatifs du respect de ces dispositions.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 15 : Construction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures spécifiques liées à la phase travaux

Prescription contrôlée :

L'exploitant prévoit une information du public sur les modalités de mise en œuvre du projet, notamment l'organisation et les mesures retenues pour maîtriser les nuisances liées au chantier.
Constats : L'exploitant a établi une lettre d'information qui a été transmise à la mairie afin d'être distribuée aux habitants de la commune.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Construction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures spécifiques liées à la phase travaux
Prescription contrôlée : Lors du démantèlement ou de la construction du parc éolien, pour l'utilisation de moyens de levage, une demande devra être formulée avec un préavis d'un mois auprès du guichet de la DGAC à l'adresse suivante : snia-ds-bordeaux-bd@aviation-civile.gouv.fr
Constats : L'inspection a rappelé ce point à l'exploitant et demande à ce que les justificatifs lui soient transmis. L'exploitant a indiqué que le levage était prévu en mars 2024.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 17 : Construction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-4
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures spécifiques liées à la phase travaux
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet à la DSAC Sud lors de l'ouverture du chantier et lors de l'achèvement des travaux, les formulaires à demander directement auprès de la subdivision régulation Aéroportuaire de la DSAC Sud à l'adresse suivante : dsacsud-obstacle@aviation-civile.gouv.fr
Constats : L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection la copie du formulaire relatif à l'ouverture du chantier. En outre, l'inspection a rappelé à l'exploitant qu'il devra transmettre le même justificatif à la fin du chantier.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 18 : Construction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-5-1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
--

Prescription contrôlée :

Une réserve d'eau incendie d'une capacité minimale de 120 m ³ , de type citerne ou bâche souple (protégée d'éventuels actes de vandalisme) est mise en place et raccordée à un poteau incendie 2x65 – 100. Ce dispositif doit garantir la mise à disposition d'un mode de raccordement standard pour les secours et la mise hors gel de l'installation. Il est entretenu afin de disposer à tout moment de la pleine capacité.

Constats :

Lors de la visite, la réserve d'eau n'était pas en place.

L'inspection a informé l'exploitant qu'il serait pertinent de rapidement la mettre en place afin qu'elle soit disponible au plus tôt, pour permettre la lutte en cas d'incendie.
--

L'exploitant doit transmettre, au service de l'inspection des installations classées, les justificatifs de sa mise en place et du respect des caractéristiques attendues (volume, poteau...).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 19 : Construction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article II-5-2

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
--

Prescription contrôlée :

La desserte des éoliennes répond aux exigences de la catégorie 1 de la norme zonale DFCI (pour les collecteurs principaux) ou 2 (pour les dessertes individuelles des mâts), ceci notamment afin d'éviter la présence de portions sans issues particulièrement dangereuses pour les personnels du SDIS en cas d'incendie. Ces pistes répondent aux caractéristiques suivantes :

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">• Collecteurs principaux :• largeur minimale de 6 m, ou à défaut 4 m si des contraintes locales empêchent d'atteindre la largeur de 6 m, mais dans ce cas des aires de croisement (sur-largeurs de 4m x 32m) devront être aménagées tous les 200 m ;• pente moyenne maximale de 8 % (instantanée maximale de 12 % sur des tronçons de moins de 100 m).• Desserte secondaire (desserte individuelle des mats) :• largeur de 4 m ;• pente moyenne maximale de 10 %;• double issue pour tout segment d'une longueur de plus de 500 m ;• aire de manœuvre de 13 m de rayon en bout des voies sans issue. |
|---|

- portance de 160 kN (dont au moins 90 kN par essieu) ;
- rayon de courbure des lacets supérieurs à 11 m (avec surlargeur de 1 m).

Une aire de manœuvre permettant le retournement des véhicules est aménagée au droit de chaque mât.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu justifier du respect de ces prescriptions. Il doit donc transmettre les justificatifs du respect de ces prescriptions au service de l'inspection.

Type de suites proposées : Susceptible de suites